

# de sel

10 mai 2010



grain

sections de la Vienne et du CSI de Poitiers de la  
CGT Finances Publiques

## Emplois, retraites : ne pas se laisser faire !

17 : c'est le nombre d'agents de la catégorie C partis en retraite ou qui vont partir entre le 1<sup>er</sup> septembre 2009 et le tout début 2011 dans la filière fiscale dans la Vienne. Le chiffre n'est pas tout à fait exact, il faudra y ajouter ceux qui n'ont pas encore annoncé leur départ.

Ce qui est certain c'est qu'aucun n'est remplacé ! On n'en est pas au non remplacement d'un fonctionnaire sur trois ou d'un sur deux comme le serine le gouvernement mais au non remplacement de 100% !

La situation, tendue dans les services, s'aggrave un peu plus à chaque départ. La tension est forcément vive dans une période de charge comme la campagne impôt sur le revenu. La température est ainsi montée sur le site de la rue de Slovaquie à Poitiers début mai. La goutte d'eau a été la mise à contribution de tous les services pour assurer le remplacement de la standardiste en arrêt maladie : une charge de plus pour ceux qui galèrent au quotidien, que ce soient la conservation des hypothèques pour rattraper le retard dans l'enregistrement des actes, les services des impôts des entreprises (SIE) qui ne voient jamais le bout du tunnel, sans parler des secteurs d'assiette plus que sollicités à cette période de l'année.

Les agents avaient décidé d'exprimer leur ras-le-bol par une série d'actions la semaine du 3 au 7 mai et une journée de grève le 10 mai.

Avec 38% de grévistes sur le département pour la filière fiscale, le mouvement, très local, aura surtout été suivi à Poitiers et à Civray où les centres seront restés fermés au public toute la journée.

Sur Poitiers, tous les services ont été concernés, avec un score à la brigade départementale de vérifications où 100% des vérificateurs (uniquement des cadres A) étaient en grève. A noter également la fermeture de la trésorerie de Saint-Savin où l'appel a trouvé un écho.

Le 10 mai, une soixantaine d'agents se sont rendus à la direction rue Riffault (ex-TG). Ils souhaitaient rencontrer leur nouveau directeur (ex-TPG) pour voir s'il avait conscience de leur quotidien et du caractère intenable de leur situation. Il était malheureusement absent ce jour-là et ce sont ses adjoints qui ont rencontré les grévistes.

Autant dire que les échanges n'auront été fructueux pour personne. Côté direction, le responsable des ressources humaines a indiqué apprécier très modérément l'exercice... Côté agents, on est toujours en attente de réponses.

La direction a déclaré être consciente des problèmes d'effectifs et avoir fait remonter les problèmes. S'agissant d'une décision nationale dépassant la seule DGFIP, il n'y a pas de solution. Nous leur avons demandé d'intervenir auprès de la direction générale pour que des agents C soient affectés en septembre dans la Vienne. Les agents ont de leur côté adressé une motion à la DG et à la CAP nationale C de la filière fiscale.

S'agissant de la demande formulée par les agents de mise en place du standard automatique, pendant l'absence de la standardiste, ça a été un non catégorique. La direction s'est dite soucieuse de la qualité du service rendu. Tout le monde a bien compris qu'elle était surtout soucieuse de maintenir au vert son indicateur en limitant les appels non aboutis. Le prix de l'indicateur, c'est les agents qui le payent.

Les agents voulaient obtenir des éclaircissements sur la nature du renfort qui pouvait leur être demandé : volontariat ou pas ? Ils voulaient également des explications sur les menaces de sanctions (service non fait et blâme) proférées à l'encontre d'un agent ayant refusé, dans le cadre d'une action décidée collectivement, d'assurer le remplacement de

la standardiste. Autant dire qu'on aura entendu tout et son contraire et obtenu peu de précisions.

Enfin, nous serons restés surpris devant les critiques formulées sur l'organisation locale de la campagne. La solidarité et la cohésion étaient assurément plus marquées du côté des grévistes.

Toutefois, nous aurons retenu une chose : la direction a clairement indiqué qu'un retard dans la saisie des déclarations 2042 ne serait pas forcément chose grave ! Qu'on se le dise dans le secteur d'assiette quand les chefs de service vont avoir les yeux rivés sur la stat' journalière...

Aujourd'hui les problèmes demeurent et on n'est pas au bout : que ce soit celui de la campagne ou celui des mauvais coups.

Le gouvernement, droit dans ses bottes, persiste plus que jamais dans sa politique régressive. Pourtant, le dogme comptable des suppressions d'emplois est intenable dans tous les services.

Face la crise qui s'approfondit, il veut nous faire payer l'addition. Les premières mesures d'austérité sont d'ores et déjà annoncées. Comme en Grèce, au Portugal ou en Espagne, les différents gouvernements ont l'intention de faire payer la crise à l'ensemble de la population en préservant les profits et les marchés financiers.

Les retraites sont dans la ligne de mire. Le gouvernement veut allonger l'âge de départ, augmenter le nombre d'annuités et modifier la base de calcul. Même si le dossier n'est pas ficelé, les pistes sont connues. Alors qu'il a été possible de trouver 400 milliards à l'automne 2008 pour « sauver » les banques et encore 750 milliards tout récemment, il ne serait pas possible d'en trouver 10 pour nos retraites. Le problème des retraites n'est ni démographique, ni dans l'allongement de la durée de vie, ce sont les salaires bloqués et le chômage de masse qui sont responsables. Ce sont ces cotisations en moins qui mettent en difficultés l'équilibre de la sécu.

Des grèves et manifestations sont annoncées dans différents pays européens. Le dossier de l'emploi, dans le secteur public comme dans le secteur privé, mais aussi celui des retraites placent la question du partage des richesses au cœur du débat. Ne les laissons pas appauvrir le plus grand nombre, actifs ou retraités, ne les laissons pas démolir les services publics.

Le 27 mai, en France, à l'appel de la majorité des organisations syndicales (CGT, FSU, Solidaires, CFDT, UNSA) aura lieu une journée de grève et de manifestations.

**Alors, le 27 mai, pour refuser de payer leur crise, toutes et tous en grève.**

## ***Motion adoptée en assemblée générale de grévistes et envoyée le 10 mai 2010,***

*A Monsieur le directeur général des finances publiques,*

*A Monsieur le directeur régional des finances publiques de la région Poitou-Charentes et de la Vienne*

*Les centres des finances publiques de Poitiers et Civray, ainsi que la trésorerie de St Savin, seront restés fermés au public le 10 mai 2010, suite à un appel local à la grève décidé par les agents en raison de la situation catastrophique créée par les suppressions d'emplois.*

*Le mouvement aura été essentiellement suivi dans la filière fiscale.*

*Dans la Vienne, depuis 2002, c'est 20 % des effectifs de cette filière qui ont été supprimés dans les catégories C et B.*

*Toujours pour la filière fiscale et pour la seule catégorie C, sur la vingtaine de départements en retraite, s'étalant du 1er septembre 2009 à la fin de 2010, c'est zéro remplacement! Notre département reste fermé aux mutations pour le C dans la filière fiscale.*

*La Vienne, considérée en sureffectif, subit de ce fait chaque année, d'importantes suppressions d'emplois qui maintiennent la situation de sureffectif entraînant ainsi de nouvelles suppressions d'emplois, etc...*

*Pour les agents, c'est une spirale infernale. Dans tous les services, il faut toujours faire plus en étant toujours moins nombreux! L'organisation du travail autour des seuls indicateurs aggrave cette situation. Les tensions sont tout particulièrement vives en période de pointe comme la campagne impôt sur le revenu.*

*Près de 70 grévistes se sont rendus dans les locaux de la direction de la nouvelle DRFIP où ils ont fait état de leurs difficultés devant les directeurs.*

*Ils demandent :*

*– l'affectation d'agents C pour le 1er septembre 2010*

*– l'abandon des menaces de sanction à l'encontre des agents ayant refusé d'assurer le remplacement de la standardiste.*

*Copie envoyée aux bureaux nationaux des 3 organisations syndicales représentées dans le département : Union Snui-Sud Trésor Solidaires, CGT Finances Publiques et FO DGFIP*